

Les élections du printemps 2017 auront marqué en France la fin d'une époque, et un regard sur cette époque dans son ensemble permet de le mettre en évidence. Pour penser la conjoncture nouvelle, certains des outils d'analyse que l'on pouvait plus ou moins mettre en œuvre au cours des dernières décennies ont désormais perdu une part de leur pertinence.

L'émergence soudaine du macronisme vient de loin : elle constitue l'épilogue brutal d'une crise de la politique qui s'est longuement dessinée, d'abord à bas bruit, puis de façon plus ou moins explosive depuis environ trente cinq ans avec la succession ininterrompue des alternances entre gouvernements « de droite » et gouvernements « de gauche » menant de plus en plus clairement des politiques de droite – au point que depuis 1995, on s'efforce de distinguer la « vraie gauche », la « gauche de gauche » ou encore la « gauche radicale » d'une fausse gauche qui n'en aurait plus que le nom, qu'elle préempte dans le discours public par l'effet de l'inertie d'une pensée et d'une analyse héritées des conjonctures qui l'ont précédée.

Si l'histoire politique des quatre dernières décennies semble chaotique et complexe, c'est sans doute entre autres parce qu'elle se déroule dans un enchevêtrement de moments historiques de fins et de débuts d'époques dont la rationalité n'était pas immédiatement perceptible, dont les rythmes étaient différents, dont les interactions étaient confuses, et dont les cadres conceptuels permettant de les penser se contredisaient à l'occasion, sans que dans ce tohu-bohu ils aient su se renouveler d'une manière cohérente et adaptée aux surgissements les plus imprévus.

Certains éléments de cet entrechoc de tourbillons sont spécifiques à la vie politique française. D'autres ont traits aux changements du monde. Certains sont strictement culturels ou idéologiques, d'autres économiques, et d'autres peuvent être qualifiés d'anthropologiques. Et tous les bouleversements de ces différents aspects de ce qui constitue le monde et la matière de la politique dans ce pays ne se sont pas déroulés au même rythme, selon une chronologie linéaire, dans une articulation parfaitement lisible. Une telle discordance des temps n'est pas spécifique à cette époque – et constitue même une donnée habituelle de toute conjoncture. Mais ces différents éléments arrivent aujourd'hui à un dénouement plus ou moins cohérent.

Mettre de l'ordre dans ce désordre est donc sans doute un passage obligé pour qui voudrait comprendre les mouvements du présent et penser l'avenir. On peut, pour en prendre la mesure récapituler à grands traits l'histoire politique de la cinquième République, même par une simple chronique limitée pour l'essentiel à ses aspects institutionnels, en distinguant deux grandes périodes.

Les deux âges de la Cinquième République

Une première, après l'institution de l'élection au suffrage universel du Président de la République, va de 1962 à 1982. Cette période, ponctuée par divers soubresauts, est sur le plan politique celle de l'opposition croissante au pouvoir du capital d'une gauche qui polarise le débat public. Cette bipolarisation est ainsi pendant les deux premières décennies de la Ve République celle de la réaction et de l'alternative. C'est ainsi là que se forment les conceptions générales qui seront de façon plus ou moins aveugle mobilisées dans la suivante – celle dont nous sortons à présent. Un point assez caractéristique est la quasi absence dans le champ politique français de secteurs se définissant eux-mêmes

comme « de droite », ce qui manifeste le sens largement positif de l'expression « la gauche » à cette époque. L'expression « de droite » est avant tout une stigmatisation négative, synonyme de « réactionnaire » quand « de gauche » est synonyme de « progressiste » dans un contexte idéologique où le « progrès » est rarement mis en cause comme valeur positive.

Si De Gaulle avait voulu mettre fin au « régime des partis », son projet s'est heurté à l'existence d'une gauche largement dominée par un parti communiste attaché depuis 1962 à construire une union de la gauche, réalisée de 1972 à 1977. L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en 1981 a pu sembler ouvrir l'alternative attendue, mais sous l'hégémonie imposée par le parti socialiste à un PCF dont le long déclin est déjà amorcé.

La seconde période – celle qui s'achève – va donc de 1982 à 2017. Ce sera en fait, à partir du « tournant de la rigueur » la longue litanie des alternances. Cette période voit en effet se succéder des alternances à chaque scrutin national (à une exception près, celui de 2007, dans le contexte particulier d'une aggravation de la crise politique) entre une droite qui assume son nom et une gauche identifiée au parti socialiste, si bien qu'elle peut-être considérée comme politiquement bloquée, même si elle est aussi ponctuée d'évolutions et de soubresauts qui tendent à précipiter sa crise, en particulier à partir de 1995.

C'est celle où le parti socialiste infléchit de manière continue sa politique, d'abord « social-libérale », puis simplement libérale. On a pu dire alors que « la gauche » et « la droite » c'est la même chose, sauf lorsque la droite est au pouvoir – cette exception elle-même perdant son sens en fin de période.

C'est aussi la période d'accélération de la mondialisation, celle de la chute finale du bloc soviétique, et celle où émergent des problématiques nouvelles, comme l'écologie, l'altermondialisme, l'idée d'un « mouvement social » et des « nouveaux mouvements sociaux ». L'atomisation de la société et les tensions identitaires y deviennent massives, et on assiste à la montée d'une extrême-droite puissante aux portes du pouvoir. L'ensemble de ce dispositif s'effondre en 2017.

Changement d'époque

Macron réalise aujourd'hui le projet sur lequel des générations de « centristes » avaient échoué depuis Lecanuet et Giscard d'Estaing (« La France veut être gouvernée au centre... ») : dépasser au profit de la droite la bipolarisation de la vie politique entre gauche et droite.

Pendant la campagne du premier tour de la présidentielle, Pierre Gattaz, président du Medef, a tout naturellement soutenu François Fillon : par un genre d'inertie politique, le patronat soutenait ce qu'il identifiait comme « la droite » et donc son camp. Mais l'effondrement de Fillon a paradoxalement donné des ailes à la grande bourgeoisie, et le même Gattaz s'est dit, avec l'élection de Macron, « sur un nuage ». Et d'ajouter, « Maintenant, nous allons pouvoir nous mettre au travail », formule dans laquelle on voit à quel point il a bien conscience d'être plus que jamais au pouvoir.

Faux débats et faux semblants ne sont plus de mise ; le jeu des fausses oppositions a pris fin. L'effondrement du PS permet à Macron d'unifier politiquement la bourgeoisie et d'importants secteurs des « classes moyennes » autour d'un projet néolibéral

hégémonique.

La période aura en effet également été, avec la crise globale du capitalisme dans son régime d'accumulation antérieur, celle de la mise en place en France, avec quelques années de retard sur le thatcherisme et le reaganisme, de l'ordre néolibéral, avec une insertion volontariste dans un nouvel ordre économique européen et mondial. Non sans résistances idéologiques, avec des points hauts en 1995 et en 2005, mais avec une puissance de fond dont on ne saurait sous-estimer l'impact ou les conséquences. Et ce néolibéralisme ne se laisse pas résumer en termes de politiques économiques : c'est aussi un bouleversement anthropologique de grande ampleur par rapport à l'époque précédente.

Certaines de ses caractéristiques, avec l'atomisation de la société, la dislocation de la classe ouvrière et des collectifs de travail, la montée en puissance de catégories intermédiaires précarisées, le culte de l'individu comme entrepreneur de soi-même et l'idéologie trompeuse d'une prétendue « méritocratie » contribuent entre autres à l'obsolescence des formes politiques du passé ainsi que des formes de l'engagement politique. D'autres, avec la mondialisation du monde, contribuent à la tension entre sentiment d'impuissance politique et replis identitaires.

Des décennies d'énarchie ont par ailleurs cristallisé la politique dans la forme dominante de la « gouvernance », question technique pour laquelle les compétences et qualités personnelles des gouvernants et les caractères des personnalités politiques, sont les seuls critères dignes de considération.

Surtout, la période ouverte par la victoire électorale de François Mitterrand le 10 mai 1981 est celle qui voit de façon massive un électoralisme pessimiste remplacer progressivement les horizons politiques émancipateurs. Toutes les générations précédentes depuis près de deux siècles avaient pu être portées par l'espérance révolutionnaire, la certitude de l'avenir radieux par le bouleversement de l'ordre existant : les générations venues à la conscience politique à partir des années 80 – la « décennie » dont François Cusset a dressé un portrait terrible – ont été privées de cette espérance. Pour elles, la politique s'est généralement limitée à l'idée d'un choix à faire entre programmes électoraux n'inspirant ni confiance ni enthousiasme. Il s'agissait de voter pour la personnalité qui appliquerait le meilleur programme, quand ce n'était pas le moins pire.

Sur le plan idéologique, c'est le fouillis qui règne avec l'arrivée des post-pensées les plus hétérogènes et parfois les plus confuses. La « crise du marxisme » des années 70 explose en recherches diversifiées, en langages intraduisibles entre eux, en théorisations ne disposant pas d'un socle commun permettant de les faire converger. Les forces d'émancipation se retrouvent désarmées.

Enfin, et dans ce contexte, la question nationale s'est trouvée posée en France en des termes nouveaux, avec la faillite de la volonté assimilatrice de la République, et l'émergence de générations nouvelles « issues de l'immigration » (et pour l'essentiel de l'immigration d'origine coloniale) à l'époque où la crise économique favorisait leur exclusion et leur mise à part de la société légitime. La sociologie des catégories sociales dominées s'en est trouvée complexifiée, sans qu'aucune force politique significative ne soit capable, à gauche, de prendre cette nouveauté en compte et de l'intégrer à sa stratégie politique.

L'idée thatchérienne selon laquelle « il n'y a pas d'alternative » est devenue dominante et celle d'une puissance des dominé-e-s capable de prendre en charge et de dessiner l'avenir

s'est enfouie sous les sables mouvants de la délégation, dans une cohérence qui n'est apparue qu'au fil du temps. Si l'opposition de « la droite » et de « la gauche » avait jusqu'alors défini des camps sociaux bien identifiables et des conceptions antagonistes de l'avenir, reflets des antagonismes de classes et des conflictualités sociales, elle s'est progressivement vidée de son sens, en se réduisant à des postures morales de moins en moins contrastées.

2017 clôture à certains égards cette époque et en ouvre une nouvelle sous les plus dangereux auspices. La « sortie des sortants » n'est en effet pas sans ambivalences, et l'effondrement des deux piliers de la vie politique des dernières décennies, PS et droite classique, ne laisse pas la place à un paysage qui dessinerait enfin à nouveau une alternative révolutionnaire susceptible de rassembler des majorités. La crise ouverte de la forme-parti, cette structure générale de la vie politique dans laquelle l'initiative appartient à des organisations séparées la revendiquant pour elles seules, n'a pas donné naissance à une structure différente, ouverte dans son principe, assumant la puissance politique de toutes les mobilisations sociales et dépassant la coupure entre les différents niveaux de l'intervention militante.

Le grand bénéficiaire du « dédagisme » est Emmanuel Macron. En Marche n'est certes pas devenu un « parti » au sens moderne du terme, solidement implanté et organisé, mais la bourgeoisie n'a besoin de rien de tel, parce qu'elle dispose déjà de l'hégémonie. Reconstituer face à elle un camp des dominé-e-s capable d'entreprendre une reconquête idéologique et politique et de constituer un bloc hégémonique nouveau avec de larges fractions des catégories sociales intermédiaires est l'un des enjeux historiques de la période nouvelle.

Quelle alternative ?

Les forces existent pour cela. Elles se sont pour partie exprimées, en écho assourdi des luttes du printemps 2016, dans le résultat de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle, dont on peut dire à cet égard qu'il est celui d'un vote de classe, mais se rencontrent également dans divers mouvements sociaux et de résistance demeurés à l'écart de la séquence électorale ou y ayant fait d'autres choix.

On peut mettre au crédit du candidat d'avoir compris que cette expression devait sortir des cadres traditionnels de la vie politique. Pourtant, cette compréhension n'est que pour partie assumée. Ainsi, dans l'insistance sur la nécessité d'établir un cordon sanitaire autour d'un parti socialiste définitivement discrédité, c'est plus de contenu que d'autres chose qu'il s'agit. Lorsque Jean-Luc Mélenchon déclare qu'il ne cherche pas à détruire le PS mais à le remplacer, il n'a certes pas en tête la reprise à son compte des politiques menées par le parti socialiste, mais sa place dans le dispositif politique dominant : il s'agit de le remplacer en tant que pôle de la vie publique comme dans un simple calque formel des temps antérieurs, seul le contenu étant modifié. Ainsi, la mesure n'est pas prise des enjeux du temps présent.

En prétendant, avec France Insoumise, constituer *ex nihilo* un nouveau cadre, incapable d'être le lieu ou l'instrument du dépassement de ceux de la période précédente, Jean-Luc Mélenchon se propose leur simple écrasement. Il pose donc paradoxalement un obstacle à la constitution d'une force adaptée aux besoins du moment. Et cet obstacle se constitue à deux niveaux, par les formes de l'organisation politique mise en place et par certains des

thèmes idéologiques mis en avant.

L'organisation France Insoumise est certes contradictoire, et ses réalités locales sont diverses et contrastées. Mais elle reste une construction constituée de « groupes d'appui » à la candidature d'un homme. Après avoir affirmé qu'il entendait être le candidat de celles et ceux qui résistent à l'ordre existant et refusent de s'y soumettre (les « insoumis-es » première version), il a fini dans une deuxième version par désigner comme « Insoumis-es » celles et ceux qui se ralliaient à sa candidature.

Il n'a pas été le candidat d'un mouvement, c'est au contraire le mouvement ainsi créé qui a été celui d'un candidat, et au delà des aspects horizontaux et basistes permettant effectivement le déploiement d'initiatives spontanées dans les campagnes électorales, ce mouvement dans sa constitution même est profondément marqué par un verticalisme descendant et rétif à toute démocratie organisationnelle pour tout ce qui concerne les orientations politiques et les choix stratégiques. Poussant jusqu'à la caricature les caractéristiques propres de la forme-parti, il revendique d'être le cadre unique de l'action politique en vue d'une alternative, ce qui se traduit nécessairement par des pratiques sectaires et une affirmation identitaire.

Quant aux thèmes qui s'efforcent de le structurer – sans que ces efforts se traduisent toujours dans la réalité – ils sont caractérisés par une posture idéologique faible incapable de dépasser les limites de la forme-parti. « Notre idéologie, c'est notre programme », y répète-t-on. Son principe unificateur se donne donc comme un ensemble de mesures qu'appliquerait le gouvernement qu'il pourrait constituer : un principe dont le tropisme électoraliste est difficilement dépassable, et qui s'oppose de façon diamétrale à celui d'une politisation de masse qui, loin de se limiter aux moments électoraux, à la représentation et à la délégation, reposerait sur une intervention effective de plus grand nombre dans les combats de terrain pour changer le monde – dans les luttes de classe, les luttes écologistes, les luttes pour l'égalité.

Cette polarisation sur un programme au demeurant discutable dans son détail, mais qui présente entre autres l'intérêt novateur de laisser aux questions écologiques, ainsi qu'à des problématiques souvent oubliées – fin de vie, droits des malades, souffrance animale – une place de choix, qui est brandi comme un fétiche, est par ailleurs en trompe l'œil. Quel que soit le caractère massif de sa diffusion, il est en effet clair que ce n'est pas son contenu précis qui a mobilisé sept millions d'électeurs lors de l'élection présidentielle. On se mobilise en réalité surtout sur des mots d'ordre, sur des gestes, sur des grands thèmes, sur des dynamiques, sur des espoirs qui peuvent être plus ou moins vagues, et les éléments de langage comme les cadres théoriques du discours n'ont pas moins d'importance que les propositions concrètes.

Or, là aussi, le bât blesse. Le mythe du « peuple » opposé à « l'oligarchie », combiné aux mots d'ordres de « l'indépendantisme français » et au culte d'un leader multipliant les « petites phrases », réduisant le nécessaire effort de pensée critique et de subversion pratique de l'ordre social à la constitution d'un catéchisme programmatique synthétisé en tweets lapidaires, peuvent constituer des armes de succès électoraux, limités mais réels : il ne donne pas de bases pour la construction d'une hégémonie critique battant en brèche les évidences de l'ordre dominant.

Pire, la débauche tricolore et les incantations à la « patrie bien-aimée » ne peuvent avoir, en l'état des rapports de forces existant dans le débat public, largement dégradés au profit de la droite et de l'extrême-droite, et en l'état des termes nouveaux dans lesquels se pose

la question nationale, d'autre effet que régressif – surtout lorsqu'ils se combinent avec un discours à tout le moins ambivalent sur les droits des migrants ou ceux des minorités, ou encore sur les colonies françaises d'outre-mer. Quant à la mobilisation intensive des thèmes républicanistes classiques dans certains secteurs de la gauche, elle n'est pas plus de nature à renforcer le nécessaire sens de classe de l'action politique.

Pourtant, on ne peut prétendre reconstruire une alternative si une composante de la gauche, quelle que soit son importance, exerce une domination brutale sur le reste, ou si se substitue purement et simplement aux thèmes et mots d'ordres classiques des combats émancipateurs la remise au goût du jour d'une rhétorique simplement républicaniste ou nationale.

Il est au contraire nécessaire de faire émerger un nouveau langage commun, intégrant le meilleur des traditions de la gauche et du mouvement ouvrier comme des thématiques plus récentes surgies au cours des dernières décennies (écologistes, antiracistes, féministes...), ouvrant le débat quant aux divergences existantes : en un mot, mener le débat idéologique plutôt que de demander à quiconque entend prendre sa place dans les combats d'aujourd'hui de passer sous les fourches caudines d'une nouvelle doxa. Quant aux formes obsolètes de la gauche traditionnelle, il convient de contribuer à leur dépassement et non à leur noyade, par la conjugaison, le mixage, l'hybridation, la créolisation de ce qu'elles représentent de capital culturel, idéologique et politique, sans distinction ni exclusion a priori.

Il faut en somme trouver la voie d'une révolution démocratique : non pas « fédérer le peuple », mais construire l'hégémonie des dominé-e-s, afin de permettre un rassemblement majoritaire pour une alternative émancipatrice. Long mais indispensable travail politique et idéologique qui ne peut prendre consistance que dans les luttes de tous les jours.